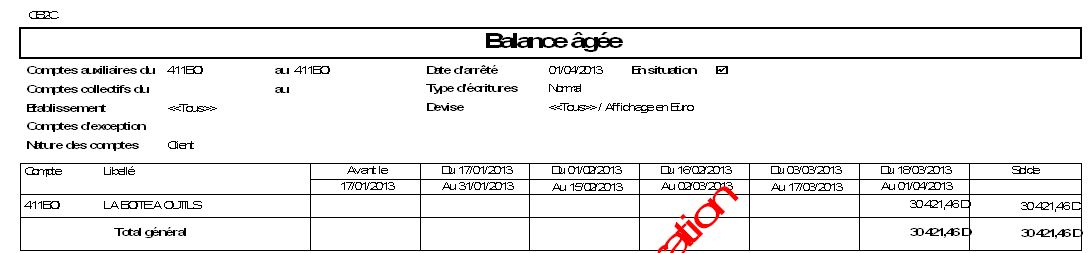
RESSOURCE

RETARDS DANS LES PAIEMENTS et conséquences

# Repérage des retards : la balance âgée

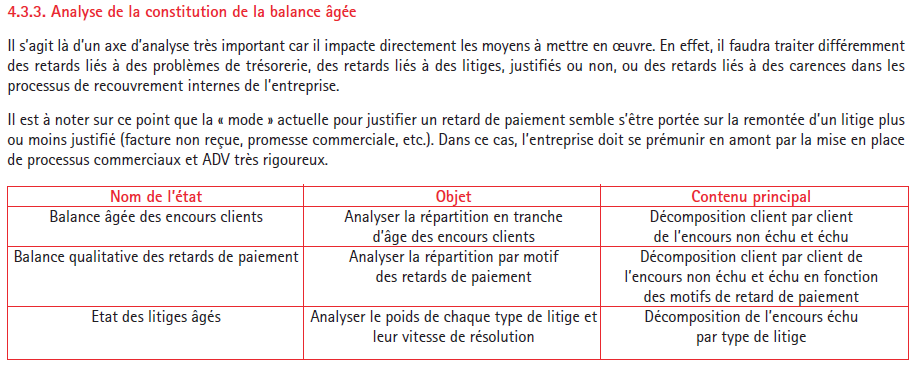
Pour un portefeuille de clients, elle recense les montants dus, échus et non échus par client. Les montants échussont classés par ancienneté ce qui permet de fixer ses priorités de relance.

Les **montants non échus** sont également parfois classés par échéance ce qui permet de sécuriser les échéances à venir (pré relance), communiquer au trésorier des prévisions d’encaissement,…



L’analyse de la balance âgée permet de suivre l’ancienneté des créances et d’adapter le niveau de ses actions de recouvrement en fonction de l’ancienneté de la créance.

*Extrait des cahiers de l'Académie n°19 (page 65)* [*http://www.lacademie.info/publications/cahiers\_de\_l\_academie/*](http://www.lacademie.info/publications/cahiers_de_l_academie/cahier_n_19_le_recouvrement_des_creances_commerciales_et_la_gestion_du_poste_clients)



# Conséquences internes des retards de paiement client

Les conséquences majeures des retards de paiement sont leur impact sur la trésorerie (décalage dans les entrées par rapport aux prévisions)

Le cas de l'impayé définitif est plus grave, puisqu'il se traduit par l'annulation de l'entrée de trésorerie prévue et par une charge exceptionnelle (perte du montant initialement vendu)

# Délais de paiement entre professionnels et pénalités de retard

[*http://vosdroits.service-public.fr/professionnels-entreprises/*](http://vosdroits.service-public.fr/professionnels-entreprises/)

**Principe**

Les délais de paiement entre professionnels sont réglementés : sans dispositions contraires figurant aux conditions de vente ou convenues entre les parties, le délai de règlement est fixé au 30e jour suivant la réception des marchandises ou l'exécution de la prestation. Mais s'il est précisé au contrat, le délai peut aller au-delà des 30 jours, sans dépasser 45 jours jours fin de mois (ou 60 jours à partir de la facturation). Des dérogations existent pour les produits périssables.

**Délais plafonnés**

Dans les contrats entre professionnels, le paiement fait l'objet d'une négociation entre les partenaires commerciaux. Le délai de paiement doit obligatoirement figurer sur la facture et dans les [CGV](http://vosdroits.service-public.fr/professionnels-entreprises/F23211.xhtml#R24378) .

Le *paiement comptant* peut être exigé, c'est-à-dire que le client a l'obligation de payer le bien ou la prestation le jour de la livraison ou de la réalisation. En revanche, un *paiement à réception* implique un délai d'au moins une semaine, incluant le temps d'acheminement de la facture.

Par défaut, le délai maximal de paiement est fixé au **30e jour** suivant la réception des marchandises ou l'exécution de la prestation.

Des clauses particulières figurant aux conditions de vente ou convenues entre les parties peuvent amener ce délai jusqu'à **60 jours après l'émission de la facture** ou **à la fin du mois après 45 jours** sans aller au-delà.

Le choix entre les 60 jours calendaires (de date à date) ou les 45 jours fin de mois relève de la liberté contractuelle. Le mode de calcul retenu et les conditions de règlement doivent être précisés dans les CGV ou dans le contrat. Comme il s'agit d'un maximum, ce délai peut être réduit d'un commun accord entre le fournisseur et son client.

Pour le délai de 45 jours fin de mois, deux modes de calcul sont possibles :

* ajouter 45 jours à la fin du mois d'émission de la facture (une facture datée du 2 janvier doit être payée avant le 17 mars),
* ajouter 45 jours à la date d'émission de la facture, la limite de paiement intervenant à la fin du mois au cours duquel expirent ces 45 jours (une facture datée du 2 janvier doit être payée avant le 28 ou 29 février).

Dans le secteur des transports (location de voitures avec ou sans conducteur, transport routier de marchandises, commission de transport, activités de transitaire, d'agent maritime, de fret aérien, de courtier de fret et de commissionnaire en douane), le délai de paiement ne peut pas dépasser **30 jours à partir de la facturation**.

Les factures périodiques (ou récapitulatives) doivent être payées dans un délai de 45 jours maximum après leur émission.

Le fait pour un débiteur d'exiger de son fournisseur qu'il retarde l'émission de la facture, afin d'allonger le délai de règlement effectif, est considéré comme un abus.

Pour les livraisons vers l'outre-mer, le délai court à partir du dédouanement au port de destination finale. Lorsque la marchandise est mise à la disposition de l'acheteur, ou de son représentant, en métropole, le délai est décompté à partir du 21e jour suivant la date de cette mise à disposition, ou à partir de la date du dédouanement si celle-ci est antérieure.

**Attention :**le dépassement des délais et l'absence de mention des pénalités de retard dans les conditions de règlement sont passibles d'une amende administrative de 75 000 € pour une personne physique et de 375 000 € pour une personne morale.

**Délais pour les produits alimentaires**

[...]

**Pénalités de retard**

Les CGV doivent également préciser les modalités d'application et le taux d'intérêt des pénalités dues en cas de retard de paiement (si le paiement intervient après la date mentionnée sur la facture).

Le taux d'intérêt prévu par les CGV correspond généralement au [taux directeur](http://vosdroits.service-public.fr/professionnels-entreprises/R34602.xhtml) (taux de refinancement ou Refi) semestriel de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1er janvier ou au 1er juillet, majoré de 10 points :

1. soit **10,15 %** (0,15 + 10) pour les pénalités dues à partir du 1er juillet 2014,
2. soit **10,05 %** (0,05 + 10) pour les pénalités dues à partir du 1er janvier 2015.

Mais il peut lui être inférieur, sans toutefois être en-deçà du taux minimal de **0,12 %**, correspondant à 3 fois le [taux de l'intérêt légal](http://vosdroits.service-public.fr/professionnels-entreprises/F20688.xhtml) (= 3 x 0,04 % en 2014).

Le taux, annuel ou mensuel, peut être converti en taux journalier. Il est alors multiplié par le nombre de jours écoulés entre la date d'échéance et la date d'encaissement (ou la date à laquelle est fait le calcul, si le paiement n'est pas encore effectué).

Il est appliqué sur le montant [TTC](http://vosdroits.service-public.fr/professionnels-entreprises/F23211.xhtml#R24408) de la facture.

Les pénalités sont exigibles sans qu'un rappel ne soit nécessaire : l'envoi d'une lettre recommandée n'est pas requis pour déclencher le droit de percevoir des pénalités de retard.

Elles courent dès le jour suivant la date de règlement portée sur la facture ou, à défaut, le 31e jour suivant la date de réception des marchandises ou de la fin de l'exécution de la prestation de service.

Elles ne sont pas soumises à [TVA](http://vosdroits.service-public.fr/professionnels-entreprises/F23211.xhtml#R24379) .

**Indemnité pour frais de recouvrement**

Une indemnité forfaitaire de 40 € est due au créancier pour frais de recouvrement, à l'occasion de tout retard de paiement.

Elle est applicable uniquement aux activités soumises au code de commerce, et donc pas aux baux commerciaux, aux assurances...

Toutefois, l'indemnité ne s'applique pas si le débiteur est en cours de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités.

Même si l'entreprise créditrice n'est pas obligée de l'appliquer (il s'agit alors d'un geste commercial), l'indemnité doit être mentionnée dans les conditions de règlement de tous les documents contractuels, notamment :

* dans les CGV et
* sur les factures.

Si les frais de recouvrement réellement engagés sont supérieurs à ce montant forfaitaire, notamment en cas de recours à un cabinet chargé des relances et mises en demeure, une indemnisation complémentaire sur justification peut être demandée.

Comme pour les pénalités de retard, l'indemnité est due dès le lendemain de la date d'échéance et n'est pas soumise à TVA.

L'indemnité est due en totalité même en cas de paiement partiel de la facture à l'échéance, quelle que soit la durée du retard (elle n'est pas due pour chaque jour de retard).